Édition de lecture | 2026-11-20

Indice caribéen de risque lié à l’IA

Adrian Dunkley | Q4 2026

Le rapport trimestriel distingue l’exposition aux changements liés à l’IA de la capacité à y faire face. Il couvre 16 États souverains et 15 territoires. Le choix des indicateurs et des poids influe sur la comparaison.

Risque, préparation et résilience dans la région. Série de recherche, quatrième trimestre 2026. Adrian Dunkley, président de la Caribbean AI Association.

Un même score peut avoir plusieurs causes

CARI mesure l’exposition aux perturbations liées à l’IA et la capacité économique et institutionnelle à les absorber. Des pays aux scores proches peuvent subir des pressions différentes. L’indice porte sur 31 juridictions : 16 États souverains et 15 territoires. Ses cinq piliers forment deux composantes, l’exposition et la fragilité. La Dominique a le score souverain le plus élevé, 88. Trinité-et-Tobago a le plus faible, 20.

L’activité publique a progressé au quatrième trimestre 2026. Les scores restent stables là où annonces, consultations ou évaluations ne sont pas encore devenues des protections opérationnelles. L’édition consigne séparément ces évolutions.

Exposition multipliée par la fragilité

CARI = 100 × √(E′ × F′), avec un étirement documenté de l’échelle pour la présentation régionale. L’exposition regroupe marché du travail, menaces cyber et agents d’IA, intégrité de l’information. La fragilité regroupe les lacunes de gouvernance et de préparation, ainsi que les déficits de résilience économique. L’étude de l’incertitude utilise des notes de couverture, des analyses de sensibilité et 1 000 tirages de Monte-Carlo. En cas de données manquantes, les poids sont redistribués et la couverture est indiquée. Les territoires restent hors classement souverain.

Les cinq piliers

1. Exposition du marché du travail : tâches et activité économique exposées aux capacités actuelles de l’IA.

2. Menaces cyber et agents d’IA : posture de cybersécurité, surface d’attaque, rançongiciels et fraude facilitée par l’IA.

3. Intégrité de l’information : contenus synthétiques, manipulation et exposition de l’environnement informationnel.

4. Déficit de gouvernance et de préparation : préparation, droit de la vie privée et de la cybercriminalité, stratégie et connaissances du public.

5. Déficit de résilience économique : concentration, transferts de fonds, revenus, chômage, compétences spécialisées et investissement.

Classement, structure du risque et profils des 16 États

Un score élevé indique un risque relatif plus élevé dans l'échantillon caribéen. Les résultats sont des indicateurs composites, pas des probabilités. Chaque ligne donne le score du graphique régional, les deux coordonnées du nuage de points (exposition en abscisse et fragilité en ordonnée, de 0 à 100), les cinq piliers et la pression principale de la fiche nationale. La figure originale nomme Haïti, le Suriname, la Dominique, Trinité-et-Tobago, la Barbade, la Jamaïque et la République dominicaine.

1. Dominique — CARI 88 · Exposition 42 · Fragilité 56 · Emploi 31 · Cybersécurité 61 · Information 34 · Gouvernance 88 · Économie 23. Pression principale: Gouvernance (88/100).

2. Suriname — CARI 87 · Exposition 37 · Fragilité 62 · Emploi 19 · Cybersécurité 58 · Information 35 · Gouvernance 82 · Économie 42. Pression principale: Gouvernance (82/100).

3. Haïti — CARI 79 · Exposition 26 · Fragilité 82 · Emploi 20 · Cybersécurité 36 · Information 22 · Gouvernance 97 · Économie 66. Pression principale: Gouvernance (97/100).

4. Saint-Vincent-et-les-Grenadines — CARI 77 · Exposition 42 · Fragilité 49 · Emploi 38 · Cybersécurité 47 · Information 42 · Gouvernance 60 · Économie 39. Pression principale: Gouvernance (60/100).

5. Barbade — CARI 76 · Exposition 62 · Fragilité 33 · Emploi 87 · Cybersécurité 55 · Information 44 · Gouvernance 52 · Économie 15. Pression principale: Emploi (87/100).

6. Grenade — CARI 68 · Exposition 38 · Fragilité 50 · Emploi 37 · Cybersécurité 42 · Information 36 · Gouvernance 59 · Économie 40. Pression principale: Gouvernance (59/100).

7. Belize — CARI 61 · Exposition 41 · Fragilité 43 · Emploi 56 · Cybersécurité 33 · Information 35 · Gouvernance 53 · Économie 32. Pression principale: Emploi (56/100).

8. Sainte-Lucie — CARI 60 · Exposition 39 · Fragilité 45 · Emploi 54 · Cybersécurité 32 · Information 31 · Gouvernance 52 · Économie 38. Pression principale: Emploi (54/100).

9. Cuba — CARI 59 · Exposition 50 · Fragilité 34 · Emploi 49 · Cybersécurité 22 · Information 80 · Gouvernance 35 · Économie 33. Pression principale: Information (80/100).

10. Guyana — CARI 58 · Exposition 36 · Fragilité 48 · Emploi 27 · Cybersécurité 38 · Information 43 · Gouvernance 46 · Économie 50. Pression principale: Économie (50/100).

11. Bahamas — CARI 57 · Exposition 50 · Fragilité 33 · Emploi 60 · Cybersécurité 49 · Information 42 · Gouvernance 43 · Économie 23. Pression principale: Emploi (60/100).

12. Jamaïque — CARI 53 · Exposition 53 · Fragilité 31 · Emploi 64 · Cybersécurité 60 · Information 35 · Gouvernance 31 · Économie 30. Pression principale: Emploi (64/100).

13. Saint-Christophe-et-Niévès — CARI 52 · Exposition 45 · Fragilité 36 · Emploi 31 · Cybersécurité 52 · Information 51 · Gouvernance 43 · Économie 28. Pression principale: Cybersécurité (52/100).

14. République dominicaine — CARI 48 · Exposition 58 · Fragilité 26 · Emploi 68 · Cybersécurité 62 · Information 43 · Gouvernance 30 · Économie 22. Pression principale: Emploi (68/100).

15. Antigua-et-Barbuda — CARI 47 · Exposition 30 · Fragilité 50 · Emploi 0 · Cybersécurité 47 · Information 42 · Gouvernance 51 · Économie 50. Pression principale: Gouvernance (51/100).

16. Trinité-et-Tobago — CARI 20 · Exposition 32 · Fragilité 33 · Emploi 25 · Cybersécurité 33 · Information 38 · Gouvernance 51 · Économie 15. Pression principale: Gouvernance (51/100).

Estimations pour les 15 territoires

Les cadres juridiques de ces territoires diffèrent de ceux des États souverains et leurs données sont souvent plus lacunaires. Le classement des 16 pays les exclut.

Anguilla — 95.

Montserrat — 95.

Îles Turques-et-Caïques — 95.

Aruba — 83.

Curaçao — 82.

Sint Maarten — 71.

Bonaire, Saint-Eustache et Saba — 44.

Porto Rico — 38.

Îles Vierges britanniques — 18.

Îles Caïmans — 16.

Îles Vierges des États-Unis — 5.

Guadeloupe — 5.

Martinique — 5.

Saint-Martin — 5.

Saint-Barthélemy — 5.

Du troisième au quatrième trimestre 2026

L’édition d’août 2026 constitue le premier état trimestriel officiel conservé. Celle d’octobre enregistre séparément les nouveaux éléments de politique publique. Aucun score souverain n’a changé au seul motif qu’un gouvernement a annoncé un plan, ouvert une consultation ou commencé une évaluation. Une évolution vérifiée peut rester sous le seuil de la méthode publiée. Maintenir cette distinction préserve la comparaison et évite les améliorations artificielles dues aux annonces.

CARI a été lancé en juillet 2026. Toute comparaison avec une date antérieure, dont 2025, sera identifiée comme une reconstitution et utilisera les éléments de la période considérée.

Évolutions des politiques publiques

La Jamaïque a poursuivi la préparation de sa politique nationale d’IA. Les annonces sont suivies à part jusqu’à l’adoption et la mise en œuvre. À Trinité-et-Tobago, les consultations nationales sur la préparation à l’IA ont progressé avec l’évaluation UNESCO/PNUD.

Aux Bahamas, les engagements en matière de gouvernance et de commission nationale restent à appliquer. Au Suriname, UNESCO RAM 2.0 a commencé en août 2026. Cette étape renforce les capacités sans constituer en soi une protection en vigueur.

À Antigua-et-Barbuda, le travail de l’UNESCO enrichit les éléments d’évaluation. Il ne suffit pas à établir qu’une stratégie nationale a été adoptée. Pour cette édition, la stratégie en place et les travaux de préparation en République dominicaine constituaient la base formelle de gouvernance de l’IA la plus solide de la région.

Six actions prioritaires

1. Gouvernance : transformer les principes en exigences exécutoires d’évaluation d’impact, de marchés publics et de notification des incidents. 2. Cybersécurité : intégrer agents d’IA, fraude à l’identité, accès aux modèles et services tiers dans la résilience nationale.

3. Main-d’œuvre : cibler la reconversion sur les tâches et secteurs exposés. 4. Protection des données : renforcer les régulateurs, les garanties des décisions automatisées, les notifications de violation et l’application concrète.

5. Intégrité de l’information : créer des protocoles pour élections, médias et services publics concernant les contenus synthétiques et leur provenance. 6. Mesure : publier des données nationales pouvant remplacer les approximations régionales et réduire l’incertitude des prochaines éditions.

Limites, sources et reproduction

Un risque relativement moindre ne signifie pas que le risque absolu est faible. Les lacunes des petits États, la divulgation inégale des incidents cyber, les statistiques de revenu national déformées par le pétrole et les années de référence différentes dans le tourisme et l’emploi influent sur l’interprétation.

Sources : méthode OCDE/JRC des indicateurs composites, cadre NIST de gestion des risques d’IA, répertoire des risques d’IA du MIT, recherches de l’OIT sur l’exposition des métiers à l’IA générative, indice de préparation des gouvernements d’Oxford Insights, indice mondial de cybersécurité de l’UIT et indice de développement de l’administration numérique de l’ONU-DESA.

S’y ajoutent les statistiques nationales et celles de la Banque mondiale, du FMI et de la BID, les registres nationaux sur la protection des données, la cybercriminalité et les politiques d’IA, et la méthode d’évaluation de la préparation de l’UNESCO.

La page CARI publie la méthode, la logique des scores, le traitement de la couverture et l’historique trimestriel. Le registre sous-jacent doit conserver la provenance documentaire de chaque entrée notée et de chaque révision. L’indice sert à suivre le risque dans le temps, à permettre une contestation éclairée, à comparer et à agir. Contact du rapport : caribbeanaiassociation.com · info@caribbeanaiassociation.com.

Références

Publication originale en anglais

Édition en anglais (PDF)